

Vouloir traiter d'un aussi vaste sujet expose à des erreurs. Il est hasardeux de dire, p. 8 : « The early Qājārs did not claim to be of Safavid descent. » On ignore, en effet, depuis quand circulait l'anecdote faisant de Muḥammad Ḥasan Ṣāḥ al-Qājār le rejeton de Ḥān Soltān Ḥoseyn Safavi et d'une femme qājāre. À ce propos, A. A. aurait pu utiliser le très important travail de Birgitt Hoffmann (*Persische Geschichte 1694-1835 erlebt, erinnert und erfunden. Das Rustam at-tawāriḥ in deutscher Bearbeitung*, 2 vols., Bamberg, 1985, II, p. 429-438). Pour A. A., le grand Tekye d'État, le Tekye Dowlat, aurait été effectivement construit en 1868 et Richard aurait pu être le conseiller architectural du šāh! (p. 435. Jules Richard, photographe, professeur de français, commissionnaire du šāh, etc. est probablement confondu ici avec l'officier du génie alsacien Alexandre Bühler, professeur au *Dār al-fonūn*, qui planifia, notamment, la construction des remparts de Téhéran). À propos de l'admiration du šāh pour Napoléon I^e, il est aussi question de Napoléon III, son « petit-fils »! (p. 286). Enfin, et nous arrêterons là nos critiques de fond, avec son titre accrocheur « *The Pivot of the Universe* » (traduisant ainsi « *Qebla-ye 'ālam* », une des titulatures pompeuses attribuées au souverain par ses courtisans), A. A. semble conforter l'idée qu'il se fait du règne de Nāṣer al-Dīn Šāh comme représentant le début de l'absolutisme monarchique au sens moderne (préface, p. XIII). C'est faire peu de cas de lointains précurseurs « absolutistes », tel Šāh 'Abbās I^e (1588-1629) qui, par son action centralisatrice et réformatrice, enraya temporairement le déclin de l'Empire persan.

Malgré ces quelques critiques, cette étude de A. A. mérite des louanges, surtout pour l'ampleur de l'investigation, en grande partie nouvelle, sur l'origine familiale, l'enfance et la formation de Nāṣer al-Dīn Šāh, son accession au trône, les dix premières années d'apprentissage du pouvoir, les ruses diplomatiques du šāh tant envers les puissances européennes qu'avec ses ministres et dignitaires, et les réflexions souvent pertinentes sur l'ensemble du règne. À cet égard, ce livre constitue un ouvrage de référence important sur l'histoire complexe de l'Iran qājār.

Jean CALMARD
(CNRS / EPHE, Paris)

Hala FATTAH, *The Politics of Regional Trade in Iraq, Arabia and the Gulf 1745-1900*.
New York, State University of New York Press, 1997. 254 p.

Cet ouvrage est une analyse socio-économique des réseaux commerciaux qui reliaient entre eux l'Arabie centrale et orientale, le Bas-Irak, le Khuzistan et le Nord du Golfe, puis cet ensemble à l'Inde. Il s'inscrit dans la reconsideration en cours, depuis maintenant une trentaine d'années, de l'histoire économique moderne des zones riveraines de l'océan Indien, régions où les sociétés ont su résister, souvent avec succès, à la pénétration économique européenne, aussi bien au XVI^e siècle face aux Portugais que bien plus tard encore face aux autres puissances européennes. Ces sociétés ont su faire preuve d'un dynamisme longtemps

méconnu. Une lecture critique de sources locales permet de découvrir aujourd’hui combien les réseaux de marchands étaient solides et combien ils surent renouveler sans cesse leurs stratégies afin de les adapter aux circonstances changeantes. Sur ces points, l’ouvrage de Hala Fattah apporte des éléments déterminants, en particulier pour une période qu’on croyait largement dominée par la vigueur de l’expansion européenne. L’auteur va plus loin. Elle reprend aussi un débat salutaire sur un certain nombre de questions fondamentales concernant l’évolution historique de l’Orient arabe au XIX^e siècle, en particulier les processus de modernisation et de centralisation de l’État ottoman, à travers le cas spécifique des provinces irakiennes.

Le choix du cadre géographique a l’immense mérite de souligner, une fois de plus, qu’une analyse sérieuse de l’histoire moderne ne peut s’inscrire dans les limites des frontières nationales actuelles. Malgré sa diversité ethnique, communautaire et culturelle, la zone retenue constituait un ensemble cohérent, uni par de multiples liens économiques et sociaux. C’était une zone de frontières, donc de fluidité, de perméabilité et d’acculturation. Limites d’abord entre espaces impériaux ottoman et iranien. Ils constituaient une profonde zone tampon dans laquelle les rivalités entre les deux États étaient généralement contenues au niveau de querelles locales portant sur l’allégeance des tribus. Limites, ensuite, entre de multiples territoires tribaux qui se recomposaient au fur et à mesure qu’affluaient des tribus d’Arabie centrale prises dans un vaste mouvement migratoire qui, depuis le XV^e siècle, les poussait à s’installer sur les rives du Golfe, du Tigre et de l’Euphrate. Limites enfin, entre la principauté wahhabite en expansion depuis le milieu du XVIII^e siècle, et les territoires demeurés à l’extérieur de cet émirat. Ces espaces, où des frontières fluctuantes se surimposaient, laissaient aux réseaux de négociants locaux l’autonomie nécessaire pour qu’ils recréent sans cesse leurs itinéraires, fondent des cités marchandes ou des ports nouveaux, afin d’échapper à la pression fiscale des autorités ou de contrecarrer les entreprises de pénétration économique des Européens, principalement des Britanniques.

À travers une lecture intelligente des chroniques arabes locales des XVIII^e et XIX^e siècles, dont quelques-unes peu ou pas connues, les événements relatés prennent une signification nouvelle, que ce soit les luttes sanglantes entre clans rivaux des Muntafiq entre 1850 et 1855, les mouvements paysans autour du nouveau centre d’al-Amara dans les années 1870, ou les révoltes citadines dans les années 1890 dans les grands centres urbains. Ils s’inscrivent tour à tour dans des stratégies diverses de résistance, de manipulation ou de contrôle. Par contre, les sources britanniques utilisées, à savoir essentiellement les rapports des résidents de la couronne à Bagdad et à Bassorah, ne semblent pas en mesure d’apporter les éléments nécessaires pour saisir les évolutions des flux commerciaux, des prix, des profits, des taxes, des revenus collectés par les gouverneurs ou les bénéficiaires des fermages fiscaux.

L’analyse du marché des chevaux arabes en direction de l’Inde est convaincante. Elle montre bien le fonctionnement des réseaux qui, depuis les zones d’élevage du Nejd ou du Nord de l’Irak jusqu’au grand marché de Bombay, restaient entre les mains de négociants du Golfe ou de Bagdad, juifs ou musulmans. Le chapitre consacré au négoce des grains, s’il démontre bien les stratégies des principaux acteurs, celle des gouverneurs ottomans soucieux de récupérer les fonds avancés pour l’obtention de leur poste, celle des négociants alliés à

l'État et principaux bénéficiaires du quasi-monopole instauré à partir des années 1830, celle de l'État ottoman avide de développer les exportations afin d'augmenter ses revenus, laisse cependant quelques questions en suspens. Comment était organisé le marché des céréales au niveau de l'entité régionale, entre régions productrices (blé et orge des environs de Bagdad, de Mossoul, du Kurdistan, riz du Bas-Irak) et zones consommatrices (Nejd, mais aussi Hédjaz)? Comment les Anglais ont-ils pu parvenir à dominer le marché des céréales à partir du milieu des années 1860, avec quels intermédiaires? Quel rôle a pu jouer l'adoption du code foncier ottoman en 1858 dans la mise en valeur de terres nouvelles, généralement destinées à la culture céréalière?

Quelques travaux récents ont échappé à l'auteur. Signalons ceux de Madawi al-Rasheed, dont *Politics in an Arabian Oasis: the Rashidi tribal dynasty*, Londres, I.B. Tauris, 1991. Il montre comment s'est consolidé le pouvoir des Rachid, au moment où disparaissait le premier État wahhabite, en étendant son contrôle sur les routes caravanières reliant l'Irak et la Perse à l'Arabie centrale et au Hédjaz. Hala Fattah ne s'est étendue ni sur les Rachid, qui pourtant jouèrent un rôle majeur au cœur de l'Arabie au XIX^e siècle, ni sur ces routes qui reliaient le Hédjaz au Nejd et à l'Irak et qui donnaient aussi une certaine cohérence économique et humaine à la région.

Relevons aussi quelques incongruités. Il serait surprenant que la région de Muhammara ait pu être concédée par Sélim I^{er} à des notables de Bassorah dès 1512 (p. 197)! De même, une comparaison entre l'administration ottomane des provinces irakiennes et la colonisation française de l'Algérie n'a guère de sens ici (p. 96). Regrettions aussi l'absence d'une carte digne de ce nom, localisant les lieux, les tribus et les routes commerciales cités dans le texte. L'index proposé à la fin de l'ouvrage comporte de nombreux oublis. Le choix des termes indexés paraît largement arbitraire : de nombreux noms de personnes, de lieux, de tribus n'y figurent pas sans raison apparente. La translittération n'est guère plus fiable. Ces quelques remarques n'ôtent cependant rien à la qualité de cet ouvrage, novateur dans les analyses qu'il propose, stimulant dans les réflexions qu'il suggère.

Michel TUCHSCHERER
(IREMAM - Université de Provence)

Samira HAJ, *The Making of Iraq 1900-1963. Capital, Power and Ideology*. State University of New York Press, New York, 1997. 215 p.

Samira Haj expose dans son livre *The making of Iraq, 1900-1963. Capital, Power, and Ideology* les facteurs qui ont, selon elle, à la fois conduit à la révolution de 1958, qui mit fin à la monarchie en Irak et, d'une façon qu'elle juge paradoxale, causé l'« échec » de cette même révolution. Sa démarche, affirme-t-elle, lui offre l'occasion de critiquer certaines notions